

Communiqué de la Conférence des associations de professeurs spécialistes

Après audition du compte rendu des différentes associations la composant, de leurs entrevues avec le CSP et la DGESCO à propos des projets de réforme des cycles d'enseignement et du Socle commun, la Conférence des associations de professeurs spécialistes s'inquiète des risques de dérives associées à certaines formulations et à l'esprit qui préside à ces projets.

Elle demande des éclaircissements sur les points suivants :

- Quelle est la place des connaissances dans le cadre du Socle commun ?
- Quelle articulation est envisagée entre discipline et objectifs du Socle ?
- Quel volume horaire est accordé à chaque discipline ?

La Conférence s'inquiète en effet

1. de constater que le baccalauréat professionnel et, dans une moindre mesure, le baccalauréat technologique et le baccalauréat général dépendent de plus en plus de spécificités locales.
2. de la contradiction possible entre des préparations aux examens autonomes et un Socle commun destiné à fournir une culture commune à l'ensemble des citoyens.
3. des dérives associées à la notion de compétence. La Conférence ne rejette pas la notion en tant que telle, mais s'interroge sur le sens que le CSP lui attribue. Elle s'inquiète à la fois d'une dérive consistant à minimiser ou marginaliser le savoir, comme de la définition et de l'évaluation du « savoir-être » : un professeur est-il dans son rôle et respecte-t-il la liberté de conscience s'il évalue ce qui relève du comportement (comme « l'empathie », la « bienveillance », ou encore « un engagement pris envers soi-même ») ?
4. d'une subordination des disciplines à l'acquisition des compétences, perspective qui menace tant le cadre national définissant jusqu'à présent un nombre d'heures hebdomadaire par discipline que l'existence des disciplines elles-mêmes.

Pour la Conférence, les compétences, par ailleurs légitimes et généreuses, qui composent le Socle commun définissent moins un socle qu'un horizon. Leur inflation, faute notamment de dire quels savoirs précis permettront à l'élève d'atteindre cet horizon, ni dans quel contexte ils seront et devront être acquis, finit par être insignifiante et laisse entière la seule question fondamentale : quelle culture attend-on du citoyen de demain ? Elle risque d'accroître les inégalités entre les personnes et les familles, en aggravant au lieu d'y remédier l'inégal accès à la culture, au savoir et aux codes sociaux, et en déplaçant hors de l'École les lieux et modalités de leur acquisition.

La Conférence tient, par conséquent, à rappeler :

- son attachement indéfectible au cadre national des programmes et des examens ainsi qu'au recrutement national des professeurs.
- que l'enseignement est, par nature, disciplinaire. On ne peut en effet prétendre former les élèves en faisant abstraction des méthodes, du vocabulaire et des concepts propres à ces moyens de comprendre le monde que sont les disciplines.
- que chaque discipline doit disposer d'un volume horaire permettant l'acquisition par les élèves de ses contenus et de ses méthodes, indépendamment de toute action ou projet transdisciplinaire.

Associations signataires :

ANPBSE (Association Nationales des Professeurs de Biotechnologies Santé Environnement)

APAP (Association Nationale des Professeurs d'Arts Plastiques)

APEG (Association des Professeurs d'Economie-Gestion)

APFLA-CPL (Association des Professeurs de Français et Langues Anciennes en Classes Préparatoires Littéraires)

APHG (Association des Professeurs d'Histoire Géographie)

APLettres (Association des Professeurs de Lettres)

APLV (Association des Professeurs de Langues Vivantes)

APPEP (Association des Professeurs de Philosophie de l'Enseignement Public)

APSMS (Association des Professeurs de Sciences Médico-Sociales)

CNARELA (Coordination Nationale des Associations Régionales des Enseignants de Langues Anciennes)

Société des Langues Néo-Latines

UPBM (Union des Professeurs de Physiologie, Biochimie et Macrobiologie)